

# ACTE D'ENGAGEMENT



## A. Partie réservée à l'Administration

APPEL D'OFFRE OUVERT, SUR OFFRE DES PRIX N° 2/NHS/BH/2026

**OBJET DU MARCHÉ : Contrôle et optimisation des lots techniques et secondaires du projet de construction d'un complexe résidentiel commercial en R+2 au quartier habouna sefrou sur le titre foncier 26765/41 (p1) .**

Passé en application de l'alinéa 1, paragraphe 1 de l'article 33 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 34 de l'arrêté du Ministre des Habous et des Affaires Islamiques n° 258.13 du 6 Dou Kaada 1434 (13 septembre 2013) fixant le règlement des marchés des travaux, fournitures et des services conclu par l'Administration des Habous au profit des Habous Publics.

## B. Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel

### a) Pour les personnes physiques (1)

Je soussigné (prénom, nom et qualité)....., agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu ..... Affilié à (2)..... sous le numéro ..... inscrit au registre du commerce de ..... (Localité) sous le numéro ..... Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....

**En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

### b) Pour les personnes morales (1)

Je (1), soussigné ..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de ..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de ..... adresse du siège social de la société ..... adresse du domicile élu ..... Affiliée à la CNSS sous le n° ..... (2) et (3) inscrite au registre du commerce ..... sous le n° .....(2) et (3) n° de taxe professionnelle .....(2) et (3) Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....

**En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

## C. Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement

**Nous soussignés (3) :**

- Membre n°1 :.....
- Membre n°2 :.....
- Membre n°3 :.....

**En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offre (1) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ; après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offre (1);
- 2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir:

### **Marché en lot unique :**

- Montant hors T.V.A : ..... (en lettres et chiffres)
- Taux de la T.V.A (20%) : ..... (en pourcentage)
- Montant de la T.V.A : ..... (en lettres et chiffres)
- Montant T.V.A comprise : ..... (en lettres et chiffres)

L'Administration des Habous se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... à la trésorerie général, bancaire, ou postal (4) ouvert à mon nom ( ou nom de la société) à .....( localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

**Fait à ..... le .....**

## **Signature et cachet du concurrent**

(1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- a) Mettre : nous, soussignés.....nous obligeons conjointement/ ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les certifications grammaticales correspondantes)
- b) Ajouter l'alinéa suivant : " désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement".
- c) Préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) Supprimer les mentions inutiles